Après les attentats du 11 novembre à Paris : « Il faut être clair : un monde a pris fin, il n'y aura pas de retour en arrière »

« Seule « la montée d'une autre radicalité » pourrait raviver l'espérance collective »

samedi 28 novembre 2015, par BERTHO Alain, DU ROY Ivan (Date de rédaction antérieure : 26 novembre 2015).

Pour combattre efficacement l'Etat islamique et son offre politique de mort et de désespoir, « nous devons réfléchir à la révolte qui est à la racine de ces crimes », suggère l'anthropologue Alain Bertho, qui prépare un livre sur « les enfants du chaos ». A la racine du mal, la fin des utopies, enterrées avec l'effondrement de tous les courants politiques progressistes. Le XXIe siècle aurait oublié l'avenir au profit de la gestion du risque et de la peur, indifférent à la colère des jeunes générations. Entre un quotidien militarisé et le jugement dernier à la sauce djihadiste, seule « la montée d'une autre radicalité » pourrait raviver l'espérance collective.

Basta ! : Le profil de ces jeunes Européens qui se radicalisent, qui partent en Syrie rejoindre le « califat » de l'État islamique ou aspirent à le faire, et qui sont prêts à mourir en « martyrs », continue de susciter soit l'incompréhension totale, soit la simplification extrême, et en tout cas un sentiment d'impuissance. Comment, de votre côté, les analysez-vous ?

Alain Bertho : Même si les chiffres varient d'une estimation à l'autre, on peut affirmer que la France est le pays européen qui a le plus gros contingent sur place. Je rappelle que les volontaires étrangers de Daech viennent de 82 pays dans le monde. Mais notre pays entretient un rapport particulier avec l'épicentre géopolitique du chaos. Historiquement, ce rapport est notamment lié au passé colonial. Mais il est aussi le produit de nos fractures nationales contemporaines.

Il n'y a pas de profil type pour ceux qui partent en Syrie, hormis leur jeunesse. Un tiers environ sont des convertis à l'islam ; il y a des jeunes issus des cités, qui ressentent la stigmatisation depuis des années ; d'autres ont un métier et une famille ; certains ne fréquentaient pas les mosquées mais leurs ordinateurs. Le travail de David Thomson [1], journaliste et spécialiste du djihadisme, est éclairant. Il a suivi et interviewé plusieurs djihadistes français. Tous connaissent un déclic commun : une conversion, une rupture et la découverte d'une autre discipline de soi pour redonner un sens à leurs vies.

La réussite d'une telle offre politique, celle de l'État islamique, tient au fait que, pour des gens déstabilisés, elle donne du sens au monde et à la vie qu'ils peuvent y mener. Elle leur donne même une mission. Dans cette diversité, il semble que ceux qui viennent tuer et mourir non en Syrie mais dans le pays qui les a vus naître et grandir, ont un compte particulier à régler avec leur pays. Ce

contentieux est lourd et il vient de loin.

Mais comment expliquez-vous cet attrait exercé par l'État islamique et ses avatars dans d'autres pays, alors que son projet politique se résume à mettre en œuvre l'islam le plus réactionnaire et intransigeant en Syrie et en Irak, à affronter l'apocalypse et à mourir en martyr ?

Nous devons bien prendre la mesure que si c'est une offre politique de mort et de désespoir, c'est aussi cela qui fait son attrait. Telle est bien la gravité de la situation. Comme dit Slavoj Zizek : « Visiblement, il est plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme. » Pour les djihadistes, cette fin est proche dans un monde de chaos politique, moral, économique ou climatique. Le projet politique de Daech donne du sens à leur chemin vers la mort. Il leur propose un destin. À l'espoir de la libération individuelle et collective qui portait les mobilisations passées, ils ont substitué une problématique de fin du monde et de jugement dernier. Leur libération, c'est de mourir en martyr ! Du coup, ce sont des gens d'une grande détermination. « Il n'y a que les martyrs pour être sans pitié ni crainte et, croyez-moi, le jour du triomphe des martyrs, c'est l'incendie universel », prophétisait Jacques Lacan en 1959. Nous y sommes. Il nous faut donc réfléchir d'urgence sur ce qui produit un tel désespoir si nous voulons tarir la source de recrutement.

Quelle est la différence entre la radicalisation djihadiste actuelle et la radicalisation politique incarnée par la lutte armée ou l'action terroriste des années 70 ?

Il y a une différence essentielle d'objectif. Après 68, on voit le passage à l'action armée avec la bande à Baader – ou Fraction armée rouge – en Allemagne, les Brigades rouges en Italie ou le groupe d'extrême gauche Kakurokyo au Japon. Ce sont des gens qui, de leur point de vue, sacrifient leur vie pour l'avenir des autres. C'est un passage à l'acte criminel voué à l'échec, mais qui s'inscrit dans un combat pour un avenir révolutionnaire qu'ils veulent meilleur. Avec l'État islamique, il n'y a rien de cet ordre-là : on sacrifie sa vie pour la mort de l'autre. On veut juste embarquer tout le monde dans le désespoir, avec une consolation : les apostats, les mécréants, les chrétiens et les juifs n'iront pas au paradis.

L'horreur fait partie de la stratégie, c'est ce qu'explique le traité « Gestion de la barbarie » [2], écrit en Irak par le théoricien djihadiste – sûrement un collectif – Abu Bakr Naji avant l'émergence de l'État islamique. Ils ne font pas la guerre pour créer un État, comme lors d'une lutte pour l'indépendance : ils créent un « État » pour faire la guerre. L'État islamique n'a aucune vision de la paix sinon le triomphe final du califat contre des ennemis de plus en plus nombreux. Mais depuis 2001, l'idée de « paix comme but de guerre » (vieille conception clausewitzienne) n'a déjà plus cours chez les grandes puissances embarquées dans une « guerre sans fin » contre le terrorisme. Quels sont les buts de guerre ou les objectifs de paix de la coalition en Syrie ou en Irak ? On n'en sait rien. Le djihadisme nous a entraînés sur son propre terrain.

Dans votre essai en préparation sur « les enfants du chaos » [3], vous expliquez que le djihad, donc une motivation religieuse, n'est pas le seul moteur de la radicalisation. Quels seraient les autres ?

Nous avons un problème avec la clôture du XXe siècle et l'effondrement du communisme. La fin du communisme, ce n'est pas seulement la fin de régimes et d'institutions en Europe de l'Est et en Russie, c'est un ensemble de références culturelles qui s'écroule, communes à tous les courants politiques progressistes. Malgré la réalité policière et répressive des régimes communistes « réels », un changement de société était, à l'époque, encore perçu comme possible et s'inscrivait dans une démarche historique, une idée du progrès. L'avenir se préparait aujourd'hui. L'hypothèse révolutionnaire qui a ouvert la modernité (la Révolution française) a été une référence politique

commune à ceux qui voulaient la révolution comme à ceux qui lui préféraient des transitions pacifiques et « légales » Avec l'effondrement du communisme et la clôture de toute perspective révolutionnaire, c'est l'avenir qu'on a perdu en route. C'est l'idée du possible qui s'est effondrée. Nous ne sommes plus dans une démarche historique. On ne parle plus d'avenir mais de gestion du risque et de probabilité [4]. On gère le quotidien avec des responsables politiques qui manipulent le risque et la peur comme moyens de gouvernement, le risque sécuritaire comme le risque monétaire (la dette), qui parlent beaucoup du réchauffement climatique mais sont incapables d'anticiper la catastrophe annoncée.

Les jeunes, ceux qui incarnent biologiquement, culturellement et socialement cet avenir de l'humanité, font les frais de cette impasse collective et sont particulièrement maltraités. Les sociétés n'investissent plus dans leur futur, l'éducation ou les universités. La jeunesse est stigmatisée et réprimée. Des pays du monde entier, du Royaume-Uni au Chili en passant par le Kenya, sont ainsi marqués depuis des années par des mobilisations étudiantes parfois violentes contre l'augmentation des frais d'inscription dans les universités. Partout, des morts de jeunes impliquant des policiers génèrent des émeutes : regardez les émeutes de Ferguson ou de Baltimore, aux Etats-Unis ; les trois semaines d'émeutes en Grèce, en décembre 2008, après le meurtre par deux policiers du jeune Alexander Grigoropoulos ; ou les cinq jours d'émeutes en Angleterre après la mort de Mark Duggan en 2011. Pour ces quelques émeutes médiatiquement visibles, il y en a des dizaines d'autres. Une société qui n'arrive plus à s'inventer pousse les gens vers des mobilisations de désespoir et de rage.

Avec la mondialisation financière, les écarts de revenu et de patrimoine se creusent à une vitesse rare. Les États sont aux mains des marchés et des financiers. Les victoires électorales des plus progressistes peuvent être transformées en déroute par la seule volonté de l'Eurogroupe, dans le mépris des peuples, comme les Grecs en ont récemment fait l'expérience. A-t-on bien réfléchi à ce que pouvait être la figure d'une révolte sans espoir ? Ces rages radicales sont aujourd'hui devant de telles impasses qu'elles ouvrent la porte à des offres politiques de mort, comme celle de l'État islamique.

Faut-il vraiment considérer la radicalisation « djihadiste » comme une forme parmi d'autres de révolte ? Ou plutôt la voir comme une nouvelle idéologie totalitaire et meurtrière à combattre par tous les moyens ?

Les deux. Au vu des dégâts considérables et des crimes qu'ils commettent, ici ou ailleurs, nous devons les combattre. Mais si nous voulons être efficaces, nous devons réfléchir à la révolte qui est à la racine de ces crimes. Il faut se demander ce qui peut pousser un jeune de vingt ans à se faire exploser à côté d'un restaurant McDonald's à Saint-Denis. Qu'est-ce qui le conduit là ? Que peut-on faire pour éviter que cela ne se généralise ? La répression, ce sont les pompiers, mais il faut trouver la source de l'incendie ! Sinon, le recrutement va continuer, notamment en France. La crise de la politique est particulièrement profonde dans notre pays. La classe politique est complètement investie dans l'espace du pouvoir et de l'État et coupée du reste de la société, en décalage total, quel que soit le parti. La politique n'est plus une puissance subjective capable de rassembler et d'ouvrir des possibles.

Le poids et la force du mouvement ouvrier reposaient sur sa capacité à agréger des populations variées, notamment immigrées, dans un espoir commun. La fin des collectifs, de la notion de classes sociales, de l'idée qu'il existe un « nous » a presque fait disparaître la conscience commune d'une action encore possible. Le « Peuple » cher à Michelet s'est disloqué dans la fin du fordisme et la politique de la ville. L'émergence des thématiques sur l'immigration et la montée du Front national sont contemporaines de la disparition d'une subjectivité de classe rassembleuse. Cette dislocation, nous la payons au prix fort. Quand des jeunes sont tués avec l'implication de policiers dans les quartiers populaires, on constate une indifférence d'une grande partie de la France. C'est ce qui

s’est passé en 2005. L’isolement et la stigmatisation des jeunes des quartiers populaires les a conduits à l’émeute dans la France entière. Cet isolement et cette stigmatisation n’ont, depuis, fait que se renforcer.

S’il s’agit d’offrir des possibilités d’action, voire de révolte contre les inégalités, les discriminations ou la brutalité du néolibéralisme économique, pourquoi les nouveaux mouvements sociaux et formes pacifiques de contestation ne séduisent-ils pas davantage ?

Il faut être clair : un monde a pris fin, il n’y aura pas de retour en arrière. La nostalgie n’est pas de mise. Il nous faut regarder devant nous et faire le bilan des expériences du présent. Après le mouvement altermondialiste au début des années 2000, l’année 2011 a représenté une fenêtre d’espoir. Les printemps arabes débutent en janvier, avec la mort de Mohammed Bouazizi, jeune diplômé au chômage à Sidi Bouzid (Tunisie), puis en février en Égypte. Ensuite, le mouvement des Indignés espagnols occupe la Puerto del Sol à Madrid à partir du 15 mai. Les Grecs, contre l’austérité, font de même sur la place Syntagma à Athènes. De fortes contestations éclatent aussi au Chili et au Sénégal. En septembre, c’est le mouvement Occupy Wall Street contre la finance et l’accaparement des richesses aux États-Unis, et les villages de tentes jusqu’à Tel-Aviv. Toutes ces mobilisations de la première génération postcommuniste ont ouvert un espace, mais cela n’a pas débouché, à ce jour, sur un véritable mouvement de transformation politique.

Que reste-t-il, aujourd’hui, des printemps arabes ? Les contestataires syriens ont été massacrés par le régime, les Libyens s’entretuent, l’Égypte est pratiquement revenue au point de départ, et la Tunisie n’arrive pas à répondre aux besoins sociaux de sa population. La Tunisie est d’ailleurs le premier pays, devant l’Arabie saoudite, qui compte le contingent étranger le plus important, estimé à 3 000, parmi les combattants de l’État islamique. Cette désillusion des printemps arabes est sensible quand on observe la courbe des attentats. On y constate une montée des attentats au Proche et au Moyen-Orient, à partir de l’invasion de l’Irak par les États-Unis en 2003. La montée devient exponentielle à partir de 2012 avec la fin des printemps arabes et le début du chaos géopolitique en Irak et en Syrie.

Pourquoi aucune perspective et alternative politique n’a-t-elle émergé ? Et comment la gauche, ou ce qu’il en reste, peut-elle combattre efficacement la montée en puissance de cette nouvelle idéologie totalitaire ?

Ce que nous avons longtemps appelé la traduction politique d’une lutte pour le changement a été balayée par l’expérience – et les échecs – du XXe siècle. Le pouvoir d’État n’apparaît plus comme un levier de transformation qu’il faut prendre d’une façon ou d’une autre. En 2011, les manifestants qui font tomber Ben Ali en Tunisie et Moubarak en Egypte laissent à d’autres le soin d’assurer la transition et de gouverner. Nous assistons à des mobilisations admirables, mais qui ne se transforment pas en moyen de prendre le pouvoir. Qui ne veulent pas le prendre. Elles n’ont pas de « stratégie ». Pour l’instant, seule l’expérience de Podemos en Espagne tente de faire entrer la mobilisation des Indignés dans une stratégie de pouvoir. Ailleurs, les périodes électorales suscitent de plus en plus d’émeutes. Les élections ne sont plus des moments de règlements pacifiques des conflits sociaux, et pas seulement en Afrique. Et quand il n’y a pas d’émeutes, on constate une baisse de la participation, dans le monde entier.

C’est la politique comme mobilisation populaire et construction du commun que nous avons perdue et qu’il nous faut retrouver. Quitte à provoquer un peu, je dirai que l’urgence, aujourd’hui, c’est moins la « déradicalisation » et l’hégémonie des marches militaires sur le débat politique que la montée d’une autre radicalité, une radicalité d’espérance collective qui tarisse à la source le recrutement djihadiste. Il nous faut retrouver le sens du futur et du possible, et résister au piège de la mobilisation guerrière que nous tendent les terroristes.

Propos recueillis par Ivan du Roy

P.-S.

* « Il faut être clair : un monde a pris fin, il n'y aura pas de retour en arrière ». Bastamag. 26 NOVEMBRE 2015 : http://www.bastamag.net/Il-faut-etre-clair-un-monde-a-pris-fin-il-n-y-aura-pas-de-retour-en-arriere

* Alain Bertho est professeur d'anthropologie à l'université Paris-VIII, il prépare un essai sur « les enfants du chaos », à paraître aux éditions La Découverte en janvier 2016.

Notes

[1] Les Français jihadistes, éditions Les Arènes, 2014

[2] Gestion de la barbarie, ouvrage collectif attribué à Abu Bakr Naji, Editions de Paris, 2007

[3] À paraître aux éditions La Découverte en janvier 2016.

[4] On lira à ce propos l'excellente analyse de Arjun Appadurai dans La condition de l'Homme global, Payot, 2013.